

Comprendre la désinformation pour mieux s'en protéger

À l'ère des réseaux sociaux, vérifier avant de partager est devenu un devoir citoyen

À l'heure où l'information circule en continu, quelques secondes suffisent pour qu'une publication, une vidéo ou un message vocal fasse le tour d'un pays. Les réseaux sociaux ont profondément transformé notre manière de nous informer. Facebook, WhatsApp, TikTok, Telegram ou encore X permettent d'accéder instantanément à l'actualité, de partager des expériences et de s'exprimer librement. Cette révolution numérique constitue une avancée majeure. Elle favorise un accès rapide à l'information, donne la parole à un plus grand nombre de citoyens et facilite les échanges.

Mais cette rapidité a également un revers. Les mêmes plateformes qui permettent de diffuser des informations utiles servent aussi à propager des rumeurs, des manipulations et des contenus trompeurs. Une photographie sortie de son contexte, un faux communiqué, une vidéo montée ou un message vocal alarmiste peuvent être partagés des milliers de fois avant même que leur authenticité ne soit vérifiée.

Au Mali, où les réseaux sociaux occupent une place grandissante dans la consommation de l'information, la désinformation représente aujourd'hui un véritable défi. Dans un contexte marqué par les questions sécuritaires, les tensions sociales et les mutations politiques, une fausse information peut provoquer la panique, alimenter la méfiance envers les institutions ou accentuer les divisions entre les populations.

La lutte contre la désinformation est devenue un enjeu de citoyenneté. Comprendre son fonctionnement est aujourd'hui indispensable pour apprendre à s'en protéger.

Quand l'information devient un outil de manipulation

La désinformation consiste à créer ou diffuser volontairement des informations fausses ou trompeuses dans le but d'influencer l'opinion publique, de manipuler les comportements ou de semer la confusion. Contrairement à une simple erreur journalistique ou à une mauvaise interprétation d'un fait, elle répond généralement à une stratégie précise. Cette définition rejoint celle proposée par [l'UNESCO](#) sur les phénomènes de désinformation.

Elle peut prendre différentes formes. Il peut s'agir d'une photographie ancienne présentée comme récente, d'une vidéo sortie de son contexte, d'un faux communiqué attribué à une autorité publique, d'une citation inventée, d'un montage audio ou encore d'un contenu généré grâce à l'intelligence artificielle.

Les progrès technologiques rendent aujourd'hui ces manipulations de plus en plus crédibles. Les images créées artificiellement, les vidéos truquées ou les voix clonées compliquent le travail de vérification et rendent les internautes plus vulnérables.

Cette évolution est d'autant plus préoccupante que chacun peut désormais produire et diffuser de l'information à grande échelle grâce à un simple téléphone portable.

Les réseaux sociaux : un formidable outil... mais aussi un accélérateur de fausses informations

Les plateformes numériques fonctionnent selon des algorithmes qui mettent en avant les contenus suscitant le plus d'interactions. Plus une publication provoque de réactions, plus elle est diffusée. Or, les contenus qui jouent sur la peur, la colère ou la surprise génèrent souvent davantage de commentaires et de partages que les informations factuelles.

Une rumeur spectaculaire voyage ainsi beaucoup plus vite qu'un démenti officiel.

Les groupes WhatsApp illustrent parfaitement cette réalité. Les messages y circulent entre proches, donnant une impression de crédibilité. Pourtant, leur origine est souvent inconnue et leur contenu n'a parfois jamais été vérifié. Les internautes deviennent alors, souvent malgré eux, les premiers relais de la désinformation.

Pourquoi croyons-nous aussi facilement aux fausses informations ?

La désinformation repose principalement sur les émotions. Une information annonçant un danger imminent, une attaque, un scandale ou une catastrophe suscite immédiatement une réaction. Beaucoup de personnes ressentent le besoin de prévenir leurs proches sans prendre le temps de vérifier l'information.

À cela s'ajoute ce que les spécialistes appellent le biais de confirmation. Nous avons naturellement tendance à croire plus facilement les informations qui confirment nos opinions, nos croyances ou nos préjugés.

Les auteurs de désinformation exploitent précisément ces mécanismes psychologiques pour influencer les comportements.

Dans un pays confronté à des défis sécuritaires comme le Mali, les conséquences peuvent être particulièrement graves. Une simple rumeur peut provoquer des mouvements de panique, alimenter la stigmatisation d'une communauté ou fragiliser davantage la confiance entre les citoyens et les institutions.

Le fact-checking, une réponse indispensable

Face à cette multiplication des contenus trompeurs, le fact-checking, ou vérification des faits, est devenu un pilier du journalisme moderne.

Cette pratique consiste à vérifier méthodiquement chaque information avant sa publication ou sa diffusion. Cette méthodologie montre que vérifier une information ne consiste pas uniquement à effectuer une recherche sur Internet. Il s'agit d'un véritable travail d'enquête qui nécessite du temps, de la rigueur et une confrontation systématique des sources. Voir: [first Draftnews](#)

Pour Kangaye Sangaré, Fact-chekeuse à Benbere spécialisé dans la vérification des faits, cette démarche repose sur une combinaison de plusieurs méthodes.

« J'utilise plusieurs outils complémentaires, mais je commence toujours par recouper l'information auprès de sources fiables et indépendantes. Ensuite, j'utilise des outils de recherche avancée comme Google Search avec les opérateurs de recherche, ainsi que Google Lens ou la recherche inversée d'images pour vérifier l'origine d'une photo. Pour les vidéos, des outils comme InVID-WeVerify permettent d'analyser les images clés et de retrouver leur contexte de diffusion. Je consulte également les sites officiels, les bases de données publiques, les rapports d'organisations reconnues et, lorsque c'est nécessaire, je contacte directement des experts ou les personnes concernées afin d'obtenir des confirmations. » Ces outils sont accessibles gratuitement et permettent de vérifier l'origine des images et des vidéos. [Google Lens](#) et aussi [InVID-WeVerif](#)

Des journalistes confrontés à de nouveaux défis

Si les outils de vérification progressent, les journalistes doivent aujourd'hui faire face à de nombreux défis.

Pour Kangaye Sangaré, la rapidité imposée par les réseaux sociaux constitue l'une des principales difficultés.

« Les journalistes font aujourd'hui face à plusieurs défis majeurs. D'abord, il y a la pression de publier rapidement, sans compromettre la qualité et la fiabilité de l'information. À cela s'ajoutent les difficultés d'accès à certaines sources, les contraintes économiques qui fragilisent les médias, les risques liés à la sécurité des journalistes, notamment le cyberharcèlement et les attaques en ligne, ainsi que l'émergence de l'intelligence artificielle, qui facilite la création de contenus manipulés. »

L'apparition des intelligences artificielles génératives marque une nouvelle étape dans la lutte contre la désinformation. Désormais, il est possible de créer des images réalistes, des vidéos truquées ou encore des enregistrements vocaux presque impossibles à distinguer de la réalité.

Cette évolution oblige les journalistes à renforcer leurs méthodes de vérification et à développer de nouvelles compétences numériques.

Les jeunes figurent parmi les principaux utilisateurs des réseaux sociaux.

Ils consultent quotidiennement des centaines de publications, souvent en quelques minutes seulement. Cette consommation rapide de l'information laisse peu de temps pour vérifier les contenus. Les formats courts, les vidéos virales, les montages humoristiques ou les publications sensationnalistes rendent parfois difficile la distinction entre une véritable information, une satire ou une manipulation.

Les spécialistes estiment ainsi que le développement de l'éducation aux médias constitue l'un des meilleurs moyens de renforcer l'esprit critique des jeunes.

Une responsabilité aussi pour les créateurs de contenu

Les créateurs de contenu jouent aujourd'hui un rôle important dans la diffusion de l'information. Leurs publications touchent parfois plusieurs milliers, voire plusieurs millions de personnes.

Pour Monique Koné, créatrice de contenu et blogueuse, cette responsabilité impose une vigilance permanente.

Interrogée sur sa manière de s'informer, elle explique :

« Les réseaux sociaux sont l'une de mes principales sources d'information, car ils me permettent de suivre l'actualité en temps réel et de découvrir différents points de vue. Mais je sais aussi que tout ce qui circule en ligne n'est pas forcément vrai. C'est pourquoi je prends toujours le temps de vérifier les informations avant de les croire ou de les partager. »

Comme beaucoup d'internautes, elle reconnaît avoir déjà commis une erreur.

« Oui, il m'est déjà arrivé de partager une information qui s'est révélée fausse. Cette expérience m'a rappelé à quel point il est important de vérifier ses sources. Aujourd'hui, en tant que créatrice de contenu, je me sens responsable de ce que je publie. Je fais donc de mon mieux pour proposer des contenus fiables, utiles et vérifiés, afin de contribuer à une information de qualité. »

Son témoignage illustre une réalité largement partagée : personne n'est totalement à l'abri de la désinformation. L'essentiel est d'apprendre de ses erreurs et d'adopter de meilleures pratiques.

Comment vérifier une information ?

La lutte contre la désinformation commence par quelques réflexes simples.

Avant de partager une publication, il est conseillé de se poser plusieurs questions :

- Qui est l'auteur de cette information ?
- La source est-elle connue et crédible ?
- D'autres médias sérieux confirment-ils cette information ?

- La photographie ou la vidéo est-elle récente ?
- Le titre correspond-il réellement au contenu ?

Il est également recommandé de se méfier des messages qui demandent de partager immédiatement une publication ou qui utilisent des expressions comme « Faites tourner avant qu'il ne soit trop tard » ou « Les médias ne vous diront jamais cela ». Ces formulations cherchent souvent à provoquer une réaction émotionnelle et à empêcher toute vérification.

Lorsque le doute persiste, consulter un média reconnu ou une plateforme spécialisée dans la vérification des faits reste la meilleure solution. Ces bonnes pratiques sont également recommandées par l'International Federation of Library Associations and Institutions dans son guide de vérification des informations. (Voir : Comment repérer les fausses informations ([IFLA](#)))

Pourquoi les internautes croient-ils aussi facilement aux rumeurs ?

La désinformation ne se propage pas uniquement parce qu'elle est largement diffusée. Elle trouve également un terrain favorable dans les mécanismes psychologiques et les réalités sociales qui influencent la manière dont les individus interprètent l'information.

Pour le sociologue Bréma Ély Dicko, les internautes accordent plus facilement leur confiance aux informations qui confirment leurs convictions.

« Les individus privilégient les informations qui confirment leurs croyances préexistantes, qu'elles soient religieuses, politiques ou culturelles. Au Mali, où les clivages ethniques, religieux ou générationnels sont parfois marqués, une rumeur sur un “complot extérieur” ou une “élite corrompue” sera plus facilement crue par ceux qui y sont déjà prédisposés. »

Le sociologue explique ce phénomène par la théorie de la dissonance cognitive, selon laquelle les individus ont tendance à privilégier les informations qui confortent leurs représentations du monde plutôt que celles qui les remettent en question.

« Pendant la crise politique de 2020, des rumeurs sur des “mercenaires étrangers” ont circulé, renforçant les discours anti-impérialistes déjà ancrés. Dans un contexte de crises multiples sécuritaire, économique ou sanitaire, les rumeurs offrent des explications simplifiées à des situations complexes. Le cerveau préfère parfois une réponse fausse mais rassurante à une absence de réponse. »

Au-delà des mécanismes psychologiques, Bréma Ély Dicko souligne également plusieurs facteurs propres au contexte malien qui favorisent la circulation des fausses informations.

« Le Mali présente des spécificités qui facilitent la propagation des rumeurs. La faible alphabétisation numérique constitue un facteur important. Une partie importante des internautes ne maîtrise pas encore les compétences de base en éducation aux médias, notamment la capacité à identifier une source fiable ou à vérifier une information. Les messages viraux diffusés sur WhatsApp ou Facebook, surtout lorsqu'ils sont en langues locales comme le bambara ou le peul, sont souvent pris pour argent comptant. »

Cette analyse montre que la lutte contre la désinformation ne peut se limiter au travail des journalistes ou des plateformes numériques. Elle passe également par le développement de l'esprit critique, le renforcement de l'éducation aux médias et l'amélioration des compétences numériques des citoyens, afin qu'ils soient capables de distinguer une information fiable d'une rumeur.

Une responsabilité collective

La lutte contre la désinformation ne repose pas uniquement sur les journalistes.

Les pouvoirs publics, les établissements scolaires, les organisations de la société civile, les médias, les influenceurs numériques, les plateformes technologiques et les citoyens ont tous une part de responsabilité.

L'éducation aux médias apparaît aujourd'hui comme l'un des moyens les plus efficaces pour renforcer la résilience des populations face aux manipulations numériques. L'UNESCO considère également l'éducation aux médias et à l'information comme un levier essentiel pour renforcer l'esprit critique des citoyens. (Voir : [UNESCO – Éducation aux médias et à l'information](#)).

Apprendre à identifier une source fiable, comprendre le fonctionnement des algorithmes, reconnaître les techniques de manipulation ou encore développer l'esprit critique permet non seulement de protéger les individus, mais aussi de préserver le débat démocratique et la cohésion sociale.

La vérité, une responsabilité partagée

La désinformation est devenue l'un des principaux défis de notre époque. Elle ne menace pas seulement la qualité de l'information ; elle fragilise également la confiance, alimente les tensions sociales et peut, dans certains contextes, mettre des vies en danger.

Les témoignages de Kangaye Sangaré et de Monique Koné montrent que, face à cette menace, chacun peut agir à son niveau. Les journalistes renforcent leurs méthodes de vérification, tandis que les créateurs de contenu prennent conscience de leur influence et de leur responsabilité.

À l'ère du numérique, chaque utilisateur est devenu un maillon de la chaîne de l'information. Partager un contenu sans le vérifier peut contribuer à diffuser une rumeur ; prendre quelques minutes pour confirmer son authenticité peut, au contraire, empêcher une manipulation de se propager.

La vérité n'est plus uniquement l'affaire des médias. Elle est désormais une responsabilité collective. Vérifier avant de partager n'est pas seulement un bon réflexe : c'est un acte de citoyenneté, un engagement en faveur d'une information de qualité et une contribution essentielle à la préservation de la confiance et du vivre-ensemble.

Oumou MAÏGA

